COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 24 mars 2006
(convocation du 13 mars 2006)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Quatre Mars Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. HOUBEERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BREILLAT Jacques, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, Mme CASTANET Anne, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GOURGUES Jean-Pierre, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, Mme MOULIN-BOUDARD Martine, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, Mme PARCELIER Muriel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. REDON Michel, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme VIGNE Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. MARTIN Hugues à M. VALADE Jacques
Mme. FAYET Véronique à M. CAZABONNE Didier
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe
M. BANAYAN Alexis à M. SIMON Patrick
M. BANNEL Jean-Didier à Mme. PUJO Colette
M. BELIN Bernard à M. BAUDRY Claude (jusqu'à 10 h 30)
M. BENOIT J. Jacques à Mme DUMONT Dominique (à compter de 10 h 40)
Mme. BRACQ Mireille à M. MERCHERZ Jean
M. CANIVENC René à M. LABARDIN Michel
Mme CAZALET Anne-Marie à M. CANOVAS Bruno
M. CAZENAVE Charles à Mme. CARLE DE LA FAILLE Marie Claude
M. DAVID Jean-Louis à M. DUCHENE Michel
M. DELAUX Stéphan à M. DUCASSOU Dominique
M. FERILLOT Michel à M. HOURCQ Robert (à compter de 11 h 30)
Mme de FRANCOIS à M. ANZIANI ALain (à compter de 11 h 30)

M. HERITIER Michel à M. HOUBEERT Henri (à compter de 11 h 30)
M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
Mme LIMOUZIN Michèle à M. GRANET Michel (à compter de 11 h 30)
M. LOTHAIRE Pierre) M. MANGON Jacques (jusqu'à 12 h 00)
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MONCASSIN Alain à Mme FAORO Michèle (à compter de 11 h 30)
Mme PALVADEAU Chrystèle à Mme DARCHE Michelle (jusqu'à 10 h 40)
M. PIERRE Maurice à M. MERCIER Michel (à compter de 11 h 30)
M. POIGNONEC Michel à M. FAYET Guy
Mme. RAFFARD Florence à Mme. TOUTON Elisabeth
M. TAVART Jean-Michel à M. SAINTE-MARIE Michel

EXCUSE :

M. PUJOL Patrick

LA SEANCE EST OUVERTE

Marchés publics - Consolidation de serveurs - Fourniture et maintenance des matériels et logiciels, assistance à évolution des matériels et logiciels - Appel d'offres restreint - Autorisation

Monsieur MERCIER présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Faisant suite aux orientations définies par le Schéma Directeur Informatique de 1994 réactualisé en 2003 la Communauté Urbaine de Bordeaux a réalisé une migration de ses applications reposant initialement sur un site central IBM VM/ESA et un IBM/AS400 vers des plates-formes UNIX (AIX et SOLARIS) et Microsoft Windows (NT/2003/98/XP).

Cette migration est terminée depuis le 01/01/2000 et l'ensemble des applications est de type Client/Serveur. Elles s'appuient aujourd'hui sur des serveurs en environnement Aix/Oracle et Microsoft Windows 2000 / 2003. Bon nombre d'entre elles mettent en œuvre des technologies de type Intranet (Microsoft Internet Information Server et Oracle Web/DB) et utilisent désormais notre outil de messagerie (Microsoft Exchange 2003).

L'augmentation du nombre de serveurs hébergés par la Direction des Systèmes d'Information de la CUB (38 en 2002, 65 en 2005) constatée ces dernières années amène à reconsidérer leur répartition au sein de l'architecture. La multiplication du nombre des serveurs dédiés imposés par les éditeurs de progiciels répond à une des recommandations de sécurité de l'ISO17799 :2005. Sont principalement concernées certaines applications stratégiques fonctionnant dans des environnements différents (Linux, Microsoft Windows).

La solution proposée est de mettre en œuvre la consolidation physique de ces machines, associée à leur virtualisation. En effet, la diminution du nombre de serveurs physiques engendrera une simplification et une diminution de la charge d'administration au niveau des matériels au bénéfice de la fiabilité du système d'information. La mise à disposition d'environnements d'intégration ou de test s'en trouvera grandement facilitée par les outils de gestion de ces machines virtuelles, car il est très facile et beaucoup plus rapide de dupliquer, sauvegarder, ou restaurer une machine virtuelle, que d'installer un nouveau serveur physique. La virtualisation de serveurs permettra également de minimiser l'occupation physique de l'espace à l'intérieur de la salle informatique.

De plus, cette refonte des serveurs sera l'occasion d'intégrer les systèmes d'exploitation LINUX au sein de la Direction des Systèmes d'Information, en remplacement des systèmes IBM AIX.

Afin de mettre en œuvre le projet de consolidation de serveurs, il convient de conclure un marché en application de la procédure d'appel d'offres restreint, conformément aux articles 33 alinéa 4, 60 à 64 du Code des Marchés Publics. En effet, devant la complexité du projet, les dossiers techniques transmis par les candidats seront difficiles à analyser et il convient donc d'en limiter le nombre à cinq.

Ce marché, est conclu pour une durée totale maximale de 10 ans et 9 mois en raison des besoins présentés pour chacun des lots.

Le marché comporte 3 lots techniquement indissociables, décomposé de la façon suivante :

Lot 1 : Fourniture des matériels informatiques, droits d'usage des logiciels, installation , mise en œuvre des matériels et logiciels.

La durée d'exécution de ce lot est de 5 ans et 9 mois. En effet, la solution mise en place, complexe, doit être évolutive pendant une période de 5 années sur les mêmes plateformes matérielles, sans pouvoir être changée au profit de matériels plus performants, sans remettre en cause le fonctionnement des machines virtuelles hébergées. Les évolutions en performances sont traitées dans les tranches conditionnelles.

En effet, les incertitudes concernant les besoins en performances des matériels et logiciels mis en œuvre nécessitent de prévoir des tranches conditionnelles fonctionnelles permettant de faire évoluer en performance de 50% la plateforme base de données et de 100% la plateforme http.

Ce lot comporte une tranche ferme et 2 tranches conditionnelles.

La tranche ferme de 9 mois débutera à la date de notification jusqu'à l'admission des matériels et logiciels.

Une tranche conditionnelle concerne l'évolution de la plateforme bases de données, l'autre tranche conditionnelle concerne l'évolution de la plateforme http.

Ces tranches conditionnelles pourront être affermies et exécutées à compter de l'admission de la tranche ferme pour une durée de 5 ans. Elles peuvent être mises en œuvre indépendamment l'une de l'autre.

L'ensemble du lot est estimé à 410 000 €. HT (490 360 €.TTC), répartis de la façon suivante :

- tranche ferme : 300 000 €. HT (358 800 €.TTC)
- tranche conditionnelle relative à l'évolution de la plateforme base de données : 80 000 €. HT (95 680 €.TTC)
- tranche conditionnelle relative à l'évolution de la plateforme http : 30 000 €. HT (35 880 €.TTC)

Chacune des tranches sera conclue à prix global et forfaitaire.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget principal des exercices concernés :

- Chapitre 20 – compte 205 - fonction 0200 - CRB R300
- Chapitre 21 – compte 2183 - fonction 0200 - CRB R300.

Lot 2 : Maintenance de l'ensemble des matériels et logiciels qui composent le 1^{er} lot pour toutes les tranches, assistance à l'évolution des matériels et logiciels.

Ce lot a une durée de 5 ans à compter de l'admission de la tranche ferme du lot 1, avec une possibilité de reconduction expresse annuelle pour un maximum de 5 ans. L'expérience de la Direction des Systèmes d'Information montre que ces matériels, hautement performants, ont un cycle de vie rarement inférieur à 10 ans. A titre d'information, l'ancien système sera changé au bout de 8 ans.

La maintenance objet du lot 2 s'effectue sur l'ensemble des matériels et logiciels du lot 1, tranche ferme et tranches conditionnelles. De part leur nature, les tranches conditionnelles peuvent être effectuées ou non. De plus, ce marché intègre des prestations d'assistance et de conseil dont le rythme et l'étendue ne peuvent être entièrement connus à ce jour.

Ce lot 2 se présente donc sous la forme d'un marché à bons de commande, en application de l'article 71.1 du Code des Marchés Publics, avec un minimum de 550 000 €. HT (657 800 €.TTC), et un maximum de 2 200 000 € HT (2 631 200 €.TTC) détaillé comme suit :

- pour les 5 premières années, le minimum est de 250 000 €. HT (299 000 €.TTC), et le maximum de 1 000 000 €. HT (1 196 000 €.TTC)
 - par année complémentaire, le minimum est de 60 000 €. HT (71 700 €.TTC) et de 240 000 €. HT (287 040 €.TTC).
- Soit pour 5 années : un minimum de 300 000 €. HT et un maximum de 1 200 000 €. HT (1 435 200 €.TTC).

La dépense correspondante sera imputée au budget principal des exercices en cours :

- Chapitre 011 – compte 6288 – fonction 0201 – CRB R300
- Chapitre 011 – compte 6156 – fonction 0201 – CRB R300.

Lot 3 : Fourniture des licences ORACLE nécessaires à la mise en œuvre de la solution, et la maintenance 1^{ère} année de ces licences.

Ce lot débutera à la notification du marché et se terminera à la fin du lot 1. Sa durée totale est de 5 ans et 9 mois. Les licences ORACLE, seront hébergées sur la plateforme base de données. Sont concernées la tranche ferme et la tranche conditionnelle n°1 relative à l'évolution de celle-ci.

Dans ce marché, la maintenance des licences ORACLE n'est que d'une année. En effet, la société ORACLE ne laisse à ses distributeurs que la possibilité de vendre ses licences et d'assurer un support d'un an (année de garantie). En conséquence, la Communauté Urbaine de Bordeaux a contracté un marché négocié à bons de commande avec la société ORACLE afin d'assurer la maintenance au-delà de la 1^{ère} année.

L'acquisition des licences ORACLE devra nécessairement s'effectuer au fur et à mesure des besoins.

Ce lot 3 prend la forme d'un marché à bons de commande, en application de l'article 71.1 du Code des Marchés Publics, avec un minimum de 50 000 €. HT (59 800 €.TTC) et un maximum de 200 000 €. HT (239 200 €.TTC) pour la durée totale de ce lot.

La dépense correspondante sera imputée au budget principal des exercices en cours :

- Chapitre 011 – compte 6156 – fonction 0201 – CRB R300.
- Chapitre 20 – compte 205 – fonction 0200 – CRB R300.

Pour la totalité du marché, les prestations varient entre 600 000 €.HT (soit 717 600 €.TTC), et 2 810 000 €. HT (soit 3 360 760 €.TTC).

Le montant minimal de 600 000 €.HT correspond à la tranche ferme du lot 1 et aux montants minimum des lots 2 et 3. Le montant maximum de 2 810 000 €. HT correspond à la totalité du lot 1 (tranche ferme et les 2 tranches conditionnelles), et les maximum des lots 2 et 3.

Cet ensemble de prestations nécessite une mise en concurrence au niveau européen.

Conformément aux articles L2112.12 et 13 du Code Général des Collectivités Territoriales, les documents constitutifs du marché sont consultables par les conseillers communautaires à la Direction Centrale des Achats et Marchés, au 13^{ème} étage de l'hôtel de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Aussi, nous vous demandons, Mesdames Messieurs, si tel est votre avis, de bien vouloir autoriser M. le Président :

- à lancer la mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres restreint à bons de commande, en application des articles 33 alinéa 4, 60 à 64, 71.1 du Code des Marchés Publics,
- à signer les marchés à intervenir avec la ou les entreprises qui auront émis les propositions économiquement les plus avantageuses et les mieux adaptées,
- à procéder en cas d'appel d'offres infructueux, et en application de l'article 59 du Code des Marchés Publics, à la recherche de prestataires soit par voie d'un nouvel appel d'offres sur la base d'un nouveau dossier adapté à la conjoncture économique, soit par marché négocié conformément aux dispositions de l'article 35-1 dudit code,
- à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

M. GUICHOUX ne prend pas part au vote

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 24 mars 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

M. MICHEL MERCIER

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
12 AVRIL 2006**